



En guise de conclusion - Le néoinstitutionnalisme tardif et l'histoire économique

Jérôme Maucourant

► To cite this version:

Jérôme Maucourant. En guise de conclusion - Le néoinstitutionnalisme tardif et l'histoire économique.
Topoi Orient - Occident, 2011, 17, pp.156-178. halshs-00967680

HAL Id: halshs-00967680

<https://shs.hal.science/halshs-00967680>

Submitted on 1 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

En guise de conclusion (Jérôme Maucourant, Université de Saint-Étienne)

Le néoinstitutionnalisme tardif et l'histoire économique¹

Introduction – Institutionnalisme ou néo institutionnalisme ?

La publication de ce *magnum opus*, la *Cambridge Economic History of the Greco-Roman World* (CEHGRW), et le numéro de la revue *Topoi*, qui lui est consacré, renouent avec une grande tradition : celle unissant les disciplines économique et historique. Depuis quelques décennies, en effet, ce lien s'était distendu ; il semblait, ainsi, dans les années 1990, qu'on ne pouvait plus attendre beaucoup de la fécondation mutuelle de ces disciplines, telle qu'on pouvait l'entrevoir, par exemple, à l'époque de Braudel. Or, depuis une décennie, il apparaît que se renouent ces rapports disciplinaires sur des fondements nouveaux, notamment l'*histoire globale*, et le néoinstitutionnalisme (NIE)². C'est d'ailleurs sur la base des travaux de North³ que les éditeurs de la CEHGRW construisent la problématique de leur ouvrage. Ils assignent aux auteurs un cadre précis d'investigation où la « *structure des droits de propriétés* » et les « *coûts de transaction* » sont les éléments cruciaux de la dimension institutionnelle⁴, jugée essentielle pour rendre compte de la croissance qu'a connue le monde gréco-romain. L'hypothèse que nous avançons est que, à la différence de l'essor de l'histoire globale⁵, cette référence au néo institutionnalisme est problématique tant pour l'étude des économies du passé que du présent. Chez North, en effet, l'histoire est une « histoire prétexte », un terrain de jeu où se projettent des

-
1. Je remercie Bruno Tinel (*Université Paris I et Centre d'Économie de la Sorbonne – UMR-8174 du CNRS*), Claude Gautier (*Université Paul Valéry-Montpellier III et Triangle*) et Sébastien Plociniczak (associé au *Centre d'Économie de Paris Nord – UMR 7115 du CNRS*). Nous restons, évidemment, seuls responsables des erreurs ou omissions.
 2. C'est-à-dire « *new institutional economics* », en opposition à « vieille » économie institutionnelle, constituée des apports de Veblen, Commons et Mitchell. Celui-ci, l'un des fondateurs d'une importante institution américaine, le *National Bureau of Economic Research* (NBER), considérait Marx comme un « *originator* » de l'institutionnalisme.
 3. SCHEIDEL, MORRIS, SALLER 2007, p. 1-2.
 4. *Ibid.*, p. 9.
 5. Voir BEAUJARD, BERGER, NOREL 2009 et NOREL 2009. De façon révélatrice, le regain d'audience d'Immanuel Wallerstein a un écho en histoire ancienne, comme en témoigne la discussion de son concept de « système-monde ». Voir « L'empire romain et son économie, un système-monde particulier ? », Table Ronde, ENS de Lyon, les 29 et 30 septembre 2010, organisée par Y. Roman, J.-P. Guilhemmet, J. Dalaison.
http://www.ens-lyon.eu/1285142499930/0/fiche___actualite/

schémas théoriques préconçus du développement historique. Ces schémas sont réducteurs et inadéquats, car issus d'une conceptualisation apologétique de la grande firme américaine et de la hiérarchie capitaliste du travail. Ainsi, l'espoir de dépasser sur cette base théorique la vieille controverse entre « primitivisme » et « modernisme », pour ce qui est des économies antiques, semble vain ⁶.

Mais la référence à la NIE peut être aussi une couverture permettant que l'on aborde, très librement en réalité, la simple question institutionnelle. Il convient de remarquer que certains contributeurs de cet ouvrage ne se sont pas vraiment inscrits dans la logique néo institutionnaliste ou ne l'ont pas développée ⁷. Nous sommes d'avis que cet éclectisme, voire les incohérences de la *CEHGRW* vis-à-vis de son discours initial sur la méthode, constituent des raisons justifiant de l'intérêt de l'ouvrage. Il existe, toutefois, une *via media*, entre le rejet et l'adoption des thèses de la NIE : considérer « une approche inspirée de North », non pas « comme un modèle globalisant mais bien comme une porte d'entrée éclairant certains types de comportements, lorsque ceux-ci sont bien attestés dans les sources » ⁸. Or, il

-
6. J. Andreau (2010, p. 250), estime, qu'en ce qui concerne le monde romain et s'agissant de la « controverse Bücher-Meyer », « plusieurs livres ou articles très récents montrent clairement que nous n'en sommes pas sortis ».
 7. Certains contributeurs du présent numéro de *Topoi* en sont convaincus. À propos de la contribution de P.R. Bedford, L. Graslin regrette une définition des « institutions » trop restrictive. P.R. Bedford, en effet, renvoie classiquement à l'État et aux temples pour ce qui est des institutions, ce qui ne peut illustrer, selon elle, la fécondité de l'approche de North. Le même reproche est fait par G. Casa à J.G. Manning, qui, en outre, ne mettrait pas en avant, chose « fondamentale pour la NIE », le lien fort entre « droit de propriété privée (...) et son influence sur le régime de la terre ». Casa regrette, également, que J.G. Manning ait occulté délibérément la question de la « performance », élément essentiel du « cahier des charges » établi par les éditeurs de la *CEHGRW* ; enfin, la question des prix aurait pu être traitée, car Rathbone aurait montré qu'on peut le faire avec profit. On comprend, dès lors, pourquoi C. Müller s'interroge sur l'existence d'une « unité de façade » méthodologique de la *CEHGRW*. Enfin, J. Zurbach est beaucoup plus critique envers la *CEHGRW*. Comme fervent partisan du néoinstitutionnalisme, il estime que les catégories de la redistribution et du don seraient trop présentes, rejette le maintien de l'opposition Orient-Occident, telle que Finley l'a pensée, et regrette les « conceptions importées de certaines écoles d'anthropologie économique, appauvries et trop vite plaquées ». On peut s'accorder donc avec les quatre auteurs cités sur une hypothèse : en terme de néo institutionnalisme, la *CEHGRW* ne fait pas ce qu'elle dit et ne dit pas ce qu'elle fait. La contribution d'A. Möller sur la « répartition » dans la Grèce Classique nous semble être une autre illustration exemplaire de cette hypothèse. Voir *CEHGRW*, p. 370-371 et p. 383-384.
 8. Cf. L. Graslin dans le présent numéro. Le même auteur (GRASLIN 2009, p. 6), dans un livre par ailleurs stimulant, a soutenu la thèse selon laquelle « L'échange (...) est donc au cœur de l'analyse économique ». Or, une telle affirmation ne va pas de soi et surdétermine d'emblée un type de théorisation. Mais, plus généralement, sa position méthodologique (p. 5sq., p. 91sq., p. 439sq.), notamment le « parti

nous semble que le refus de généraliser l'approche néoinstitutionnaliste en histoire, pour n'en retenir que certains éléments, peut rejoindre le cœur de toute approche institutionnelle. Notons, à cet égard, que le travail d'un grand institutionnaliste américain, Commons⁹, a suscité l'intérêt de certains historiens¹⁰. L'usage sélectif du néoinstitutionnalisme peut nous ramener heureusement à l'institutionnalisme des origines¹¹, qui à la différence du néoinstitutionnalisme, ne prétend pas plaquer, sur l'histoire économique, des concepts conçus pour la compréhension du capitalisme contemporain.

Notre propos ne sera pas de discuter le détail des propositions de la *CEHGRW* : cette tâche serait trop ambitieuse, voire démesurée, et seuls des spécialistes des périodes et régions considérées peuvent le faire avec profit. C'est pourquoi, en premier lieu, nous nous attacherons à présenter les rapports entre économie et histoire, du point de vue de la crise de la science économique des années 1970. Confrontée à de graves difficultés internes, la traditionnelle « économie politique » est devenue une « science économique », en étendant sa méthode et en diversifiant ses objets. Ce que nous dénommons le *premier néoinstitutionnalisme*, que North n'a jamais vraiment renié, a été une pièce importante de cette stratégie intellectuelle. Mais il serait injuste de ne pas prendre en compte l'évolution de la pensée de North : celui-ci affirme avoir pris des distances avec les travaux qui lui ont valu d'être distingué par la Banque de Suède en 1993¹². C'est pourquoi, en second lieu, nous proposons une interprétation du *néoinstitutionnalisme tardif*, qui se développe durant les années 1990. Cette évolution est sanctionnée par une attention croissante apportée à la question des croyances et de l'idéologie¹³ : la science économique nouvelle ne devrait pas être simplement une théorie des choix, mais être aussi une théorie de la détermination des choix. Cette évolution cache mal, selon nous, un tournant culturaliste qui devrait étonner. En troisième lieu, nous

pris d'éclectisme » qu'elle défend (p. 442), nous semble ouvrir des perspectives fructueuses.

9. Voir COMMONS 1934.
10. Voir le numéro spécial des *Cahiers d'Économie Politique* (2001), dirigé par A. Guéry.
11. Pour une synthèse sur ce courant, voir GRUCHY 1947 et COREI 1995. Plus récemment, voir B. Chavance (2007, p. 7-41) qui retrace les grandes lignes de l'« *institutionnalisme originaire* », dans lequel il inclut, justement, Polanyi.
12. Il n'y a pas de « Prix Nobel » en économie, mais un « Prix de la Banque de Suède pour les sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel », qui n'émane pas de la Fondation Nobel.
13. Sans doute soucieux de nous faire partager la vision d'un paradigme homogène, incarnant une certaine idée de la science, la *CEHGRW* ne prend pas en compte les tensions qui travaillent la NIE.

discutons de certaines thèses que North développe, depuis peu, sur l'importance du politique quant à la compréhension de la dynamique historique. Mais cette dernière évolution se fait au prix de certaines équivoques. La conclusion évoque à cet égard le rôle du contexte social et économique, qui fut décisif pour cette diffusion du paradigme néoinstitutionnaliste, mais qui peut maintenant laisser entrevoir des remises en cause fructueuses.

1. Le premier néoinstitutionnalisme, élément du renouveau de la science économique

Le programme de recherches autour de l'équilibre général a rencontré, dans les années 1970, de graves difficultés : on ne cessait de faire comme si les fluctuations des variables économiques étaient censées s'expliquer en vertu du travail équilibrant des « forces du marché », alors qu'on n'avait nullement démontré, formellement, que celles-ci pussent *normalement* produire un équilibre. C'est d'ailleurs pourquoi ce programme de recherches s'est liquéfié¹⁴. À cet égard, l'« impérialisme de l'économie »¹⁵, comme on a pris l'habitude de nommer cette tendance, a permis de masquer une grave fêlure interne à la discipline. On s'est plu ainsi, grâce aux travaux de l'école de Chicago, à étendre sans fin le champ de l'analyse économique, au crime, à la famille, à la politique, *etc.* On a qualifié d'inventivité ce qui était avant tout un *système de simulacres* selon lequel les comportements humains pouvaient être compris comme s'ils étaient régis par le marché¹⁶. Ces illusions, autrefois dénoncées par Veblen, ont été rationalisées dans un langage économique : « *La situation économique courante se résume à un système de prix. Dans l'ordre des choses de la civilisation moderne, les institutions économiques sont (en priorité) des institutions qui expriment le système de prix [...] ce schéma mental et institutionnel a acquis une force si envahissante qu'il a été appliqué, souvent comme une évidence très naturelle, à des faits dont ni les fondements ni la mesure ne sont pécuniaires telles les œuvres d'art, la recherche scientifique, l'éducation et la religion* »¹⁷ (souligné par nous).

À défaut d'évidence de marchés, on a donc joué ostensiblement au marché. Parallèlement, nombre de discours ont proliféré autour de la question institutionnelle, mais il importe de noter que l'idéal *constitutif et normatif* demeurait celui des

14. GUERRIEN 1990, p. 130-131.

15. À ce sujet, voir FINE 1999, 2002a et 2002b.

16. Les travaux de Becker sur le « capital humain » ayant été jugé dignes d'intérêt pour les historiens, selon les éditeurs de la *CEHGRW* (p. 7), on doit renvoyer à A. Cot (1988, T1, p. 224 *sq.*), pour une discussion critique des thèses néo-utilitaristes, ainsi qu'à l'ensemble des travaux publiés dans la *Revue du MAUSS* (<http://www.journaldumauss.net/>)

17. VEBLEN 1919, p. 255, cité par J. EATWELL & J. ROBINSON, *L'économie moderne*, Paris (1979), p. 58-59.

marchés libres, ouverts et concurrentiels, donc autorégulateurs. Les économistes, acquis aux thèses néoinstitutionnalistes, admettaient que si l'économie *réellement existante* était constituée de marchés libres fonctionnant sans « coûts de transaction », nous serions dans le meilleur des mondes qui ferait l'économie de la question institutionnelle. Ainsi, Williamson, un grand promoteur de l'analyse en termes de « coûts de transaction » avança l'hypothèse – par simple commodité précisa-t-il – selon laquelle « *in the beginning there were markets* ». C'est le grand mérite d'Ankarloo et de Palermo que de démontrer que cette commodité affirmée est une nécessité implicite, issue d'une démarche apologétique visant à démontrer que c'est non la *contrainte* mais l'*efficience*, qui est à l'origine des « institutions » du capitalisme (les institutions renvoyant, ici, aux complexes hiérarchiques que constituent les firmes)¹⁸. Toutefois, cette problématique, essentielle pour l'approche de North, implique des difficultés. Imaginons d'abord que les agents économiques choisissent¹⁹ « *voluntarily through conscious choice, markets over hierarchy, capitalism over feudalism (...) by calculating their respective efficiency* ». Il s'ensuit une conception aporétique du marché²⁰ : « *if markets are assumed to be prior to selection, nobody historically could have chosen them for efficiency (i.e the market cannot be explained from an efficiency point of view). Alternatively, if markets are seen as consciously chosen, markets cannot be seen as the intended 'spontaneous' result of evolution (...) Williamson tries to solve these dilemmas by escaping them (...) Capitalist microrationality is a universal trait of human being (even in the absence of prices and markets)* » (Souligné par les auteurs).

L'existence de ce problème de logique n'a pas empêché North d'étendre ce type de raisonnement, grâce à un coup de force théorique en forme d'hypothèse : « *Il est raisonnable de supposer que les forces qui poussent au remplacement de ces firmes par des marchés peuvent aujourd'hui également nous aider à expliquer la diversité des formes d'organisations économiques des sociétés anciennes* », les firmes étant, alors, des « *institutions visant à maximiser la richesse qui*

18. ANKARLOO, PALERMO 2004, p. 418. La définition des institutions est différente de celle de North, mais on peut analyser la démarche northienne comme une extension au champ social et historique de la logique de Williamson.

19. *Ibid.*, p. 419. La critique essentielle de Williamson, que proposent D. Ankarloo, G. Palermo (2004, p. 419, n. 3), englobe explicitement le texte de North (1981), cité comme référence par les éditeurs de la *CEHGRW* (p. 1-2).

20. *Ibid.*, p. 419-420. North ne résout pas ce genre de difficulté, qu'il esquisse, à l'instar de Williamson. Il est vrai que le concept de « marché » est un impensé de la théorie économique, fait parfois reconnu en dehors de la mouvance hétérodoxe en économie. Cf. MAUCOURANT 2007, p. 92, où, par ailleurs, nous discutons (p. 95, n. 2. et p. 98) des thèses d'A. Bresson (2000, 2007) qui tentent de poser, bien différemment, ce problème.

remplacent les marchés créateurs de prix »²¹. Ceci est à la base de la « nouvelle histoire économique » (NEH) inspirée par North, qui a été un vecteur décisif de la constitution de cette première forme de néoinstitutionnalisme en histoire. Les « institutions » ont été alors redéfinies : « *Institutions are contractual arrangements between principals and principal (sic) and agents made to maximize their wealth by realizing the gains from trade as a result of specialization (including specialization in violence or coercion)* »²² (souligné par nous). Les gains issus de l'« échange », entendu en ce sens étendu – fort singulier²³ de notre point de vue –, sont toujours au cœur de l'analyse institutionnelle. Par ailleurs, une certaine conception de l'évolutionnisme, propre à la NIE, rendait les « institutions » comparables aux biens et services pris dans le tourment de la concurrence. Robert Rollinat, en France, a produit, à notre connaissance, une des premières critiques argumentée de cette première vague néoinstitutionnaliste en histoire²⁴. D'un point de vue différent, nous avons ensuite avancé des hypothèses sur les invraisemblances méthodologiques de la NEH, la question de la nature positive ou normative des connaissances produites par cette approche, *etc.*²⁵. Nous nous limiterons ici à un très bref rappel.

Dans la conception de North, les rapports sociaux étaient pensés à l'image du *contrat* : la question des rapports de force, de l'expropriation et de l'exploitation était délibérément occultée au profit de l'idée selon laquelle il aurait existé des « *arrangements institutionnels* », minimisant les « *coûts de transaction* »²⁶. Cette

21. NORTH 1977, p. 60. Nous écrivions à ce sujet : « *les organisations économiques peuvent-elles se comporter, dans l'histoire, à l'image des firmes opérant dans les marchés capitalistes alors que, comme North ne cesse de le souligner, les structures institutionnelles sont dissemblables ?* » (MAUCOURANT 2003).

22. NORTH 1984, p. 8. Bien qu'il nous semble qu'il y ait une coquille dans ce texte – la répétition de « *and principal* » –, cette citation est intéressante : elle rappelle le fondement de la problématique northienne qui lie l'« institution » – dans un sens extraordinairement large – aux « gains issus de l'échange ». En effet, dans le paragraphe qui suit cette définition de l'institution, centrée sur l'échange et la spécialisation, North écrit : « *We may say that institutions consist of a set of constraints on behavior in the form of rules and regulations (etc.)* ».

23. Le servage renvoie, par exemple, à des « *dispositions contractuelles* » supposées efficaces, compte tenu de l'« *absence générale d'une économie de marché* » (NORTH et THOMAS 1980, p. 48-49). Mettre ainsi l'échange, au cœur de l'analyse, permet d'occulter la question des rapports d'exploitation entre classes sociales.

24. Voir ROLLINAT 1994 et 1997. Pour des critiques plus récentes, voir MILONAKIS, FINE 2007 et MERAMVELIOTAKIS, MILONAKIS 2010.

25. MAUCOURANT 2003 et 2004.

26. D'où la remarque de S. Pollard (1984, p. 19) à propos de D. North : « *dans l'histoire véritable, cependant, les institutions sont l'expression de relations de pouvoir, et*

réécriture de l'histoire, liquidant les irréductibles et permanents conflits d'intérêt au nom de l'hypothèse d'un optimum social, permettait, *in fine*, de faire une peinture singulière du capitalisme moderne. Celui-ci devient un aboutissement historique sanctionnant l'émergence d'un système de marchés « efficients », tandis que le fait même du Capital, rapport social fondé sur la séparation, parfois violente, du producteur de ses moyens de production, disparaît du récit. Telle est la conséquence d'une théorie effaçant les conditions réelles de la production au profit de la prise en compte exclusive de l'échange ou de son avatar : la « transaction ». Même Weber, pourtant apologiste du capitalisme, précisait, s'agissant du « *travail libre* » comme condition d'un « *calcul rationnel du capital* », que celui-ci doit être compris comme « *formellement libre* » car les travailleurs sont « *contraints par l'aiguillon de la faim* »²⁷. Marx n'était pas ainsi le seul opposant la « liberté formelle » à la « liberté réelle » ! À l'histoire du monde réel, que tentaient Marx et Weber, s'opposait donc une histoire formelle du monde, une façon d'« histoire-fiction » selon North.

Cette histoire, fondée sur un certain évolutionnisme, était alors relativement optimiste. Le progrès vers le meilleur des mondes était garanti, parce que les forces du marché et la mécanique de changement institutionnel ont un ressort analogue : la rationalité utilitaire et maximisatrice. Il aurait, ainsi, existé une « main invisible des institutions » tendant à construire, finalement, un monde à l'image du capitalisme anglo-saxon, le travail de l'économiste étant de comprendre les raisons qui empêchent, aujourd'hui comme hier, certaines sociétés de tendre vers cet optimum social. On a pu justement écrire que l'évolutionnisme de North se caractérisait par une sorte de « *main tremblante* »²⁸. La téléologie de l'approche restait implicite : le passé n'était qu'une déclinaison imparfaite de l'avenir radieux façonné par un système de marchés régulateurs. Le rôle de l'histoire était, alors, d'illustrer une démarche issue de l'idéalisation du capitalisme américain²⁹.

les formes qu'elles prennent ne sont pas déterminées par les intérêts de tous les membres de la société participant à des marchandages, mais par les intérêts du seul groupe en position de force » (notre traduction).

27. WEBER 1923, p. 298.

28. DOCKÈS 1998, p. 91.

29. À certains égards, le travail de Silver, qui se situe dans la NIE mais qui est plus radical que celui de North, est révélateur : sa radicalité même permet de dévoiler l'ambiguïté de certains concepts. Ainsi, le don devrait être compris comme « *un système de troc inter-temporel mutuellement bénéfique* » (SILVER 1985, p. 34, notre traduction), compte tenu des « coûts de transaction » élevés propres à la Haute-Antiquité et de la rémunération nécessaire de l'investissement réputationnel. Ainsi serait-il possible d'expliquer les stupéfiantes inégalités des « valeurs » des biens échangés. Mais de telles inégalités n'ont de sens que relativement à des prix d'équilibre et il n'existe pas de marché permettant de dire ce que seraient ces prix d'équilibre. Cet exemple montre comment la NIE fonctionne comme une machine

Ce discours a eu une efficacité certaine : des historiens, qui se désolaient de ne pas constituer leur discipline en « science » véritable, se sont jetés dans les bras du néoinstitutionnalisme, car la science économique pouvait encore passer, à cette époque, comme le type même de l'accomplissement de l'idéal scientifique pour ce qui est des sciences sociales. Par ailleurs, North n'affirmait pas, même hypothétiquement, à la différence de Williamson dont la boîte à outils lui fut pourtant fort utile, que les marchés eussent constitué une donnée première de la vie économique. Il reconnaissait, en effet, que les observations de Polanyi³⁰ quant à la place que l'on doit accorder généralement au marché, étaient pertinentes, et proposait que la tâche de la science moderne³¹ fût simplement d'expliquer *économiquement* les fameuses « *formes d'intégration* »³² que sont la réciprocité, l'échange marchand et la redistribution.

Plus encore, North a tenté de gommer une caractéristique, qui gouverna longtemps ses écrits, un fonctionnalisme empreint de téléologie³³. Ceci s'est manifesté, notamment, à l'occasion du discours de réception de son « Prix Nobel » : le sens du mot « institution » s'est modifié à nouveau³⁴ et il a même reconnu que les institutions pouvaient ne pas être « *efficientes* » : « *they, or at least the formal rules, are created to serve the interests of those with the bargaining power to create new rules* »³⁵. Cette tentative était nécessaire, parce que ce travers est généralement rédhibitoire d'un point de vue historien. Pourtant, les déclarations de principes ne signifient pas nécessairement qu'une rupture épistémologique soit

de rétroprojection des catégories du monde selon le Capital : à défaut de marché, on joue au marché, entre histoire-fiction et exercice de style.

30. NORTH 1977.

31. En effet, D. North estime que son programme de recherches doit formuler des propositions « réfutables » en histoire, ce qui illustre le placage des conceptions poppériennes sur les sciences sociales. North s'étant éloigné des recherches empiriques, à partir de ces années 1990 où il tente de s'émanciper du cadre aporétique du premier néo institutionnalisme, il s'ensuit que le critère de la réfutabilité devient sans objet. Et c'est, très curieusement, les éditeurs de la *CEHGRW* (p. 2) qui reprennent cette vieille ambition, devenue fort discrète chez North lui-même, le citant (NORTH 1981, p. 3) lorsqu'il lie « *explanations* » et « *refutability* ». Une question se pose : quels sont donc les énoncés *réfutables* que la *CEHGRW* propose ?

32. Qu'il requalifie en « *modes de transaction* » : ce glissement sémantique n'est pas neutre.

33. Ce que Veblen dénonçait déjà dans sa critique du marginalisme de la fin du XIX^e siècle.

34. NORTH 1994, p. 360 : « *Institutions are the humanly devised constraints that structure human interaction. They are made up of formal constraints (...), informal constraints, and their enforcement characteristics* » (souligné par nous).

35. *Ibid.*, p. 361.

accomplie. Désertant l'enquête historique *stricto sensu* pour des considérations sur la méthode, North a tenté, par conséquent, de s'éloigner des conceptions naïves de l'efficience³⁶ et de la connaissance³⁷, courantes chez les économistes. Le passage du premier néoinstitutionnalisme au néoinstitutionnalisme tardif, tel qu'il prend forme finalement dans les années 2000, permet-il de surmonter les anciens problèmes ou ne fait-il que les déplacer ?

2. Le néoinstitutionnalisme tardif et la question des « croyances »

En 2005, North critique ouvertement la « *théorie néoclassique* », qui fait l'impasse sur la question essentielle de l'origine des perceptions des individus, car on ne peut pas supposer que « *les gens savent ce qu'ils font* ». Dès que des choix complexes sont en jeu, précise-t-il : « *on ne dispose que d'informations incomplètes, interprétées à l'aide de modèles subjectifs* »³⁸. La science économique ne peut plus seulement être une théorie des choix, elle doit aussi être une théorie de « l'échafaudage »³⁹, conçu par l'espèce humaine, qui est *en deçà* des choix. Il précise la nature de ces « échafaudages », cette fois au pluriel : ils sont assimilés au « *contexte culturel* », qui « *encadre les interactions humaines* »⁴⁰. Ce faisant, il serait possible d'expliquer le « *processus du changement économique* », ce que « *la théorie économique ne prétend pas expliquer* »⁴¹, et de rendre compte de ce que l'histoire économique soit, trop souvent, une histoire malheureuse⁴².

Mais ce tournant rompt-il avec son économisme originel ? Pour une part, ce n'est assurément pas le cas. Il s'agit, en fait, de *prolonger* l'édifice néoclassique en l'habillant de considérations issues de la psychologie évolutionniste et des sciences cognitives. Que ce prolongement soit jugé « *très substantiel* »⁴³ par North et sa filiation académique est une affaire de goût : en aucune façon, ses travaux des années 1970 ne sont niés, car il s'agit simplement de comprendre pourquoi les « *structures incitatives* »⁴⁴, jugées responsables de « *l'essor du monde occidental* », n'ont pas été adoptées par d'autres mondes. L'affaire, très banale,

36. C'est son intention explicite dès 1990, cf. NORTH 1990.

37. Voir DENZAU, NORTH 1994 sur la prise en compte des « *modèles mentaux partagés* ».

38. NORTH 2005, p. 92.

39. *Ibid.*, p. 15.

40. *Ibid.*, p. 74.

41. *Ibid.*, p. 13.

42. Le cas espagnol, selon North, en serait une illustration, cf. *ibid.*, p. 184.

43. *Ibid.*, p. 14.

44. *Ibid.*

est de comprendre pourquoi l'Occident aurait eu le privilège de la création de « *marchés efficients* »⁴⁵. À cet égard, ce sont les cultures qui seraient des facteurs cruciaux permettant de comprendre les modalités ou l'échec du développement économique⁴⁶. Il souligne ainsi que les « *systèmes de croyances religieux comme le fondamentalisme islamique ont joué et jouent un rôle majeur dans l'orientation du développement social* »⁴⁷ (souligné par nous).

Selon North, qui s'inspire d'une lecture de Greif, le « *monde islamique* » n'a pas élaboré des institutions permettant de favoriser les « *échanges impersonnels* », qui sont, selon lui, des conditions nécessaires de la croissance à long terme⁴⁸. On pourrait, en effet, ouvrir ici un débat sur le rapport des différentes civilisations à leur structure économique, mais ce que vise North, ici, n'est pas tant l'islam comme *civilisation* que comme *religion*. Il n'affirme pas, certes, que la compréhension des expériences religieuses est suffisante pour expliquer le rapport des sociétés à la croissance, parce que le « *contexte géographique/économique/institutionnel* » compte⁴⁹. Mais il en vient à affirmer que la *différence occidentale* est en partie fondée sur la *différence chrétienne* car : « *La structure de croyance au dogme chrétien était, malgré quelques exemples contraires bien connus, toute prête à évoluer dans des directions qui la rendait favorable à la croissance économique* »⁵⁰. Une raison en serait, d'après les travaux de Benz et White qu'il cite, que « *les croyances chrétiennes ont graduellement engendré l'idée que la nature devait servir l'humanité et qu'il était donc possible et souhaitable de maîtriser l'univers dans un but économique* »⁵¹.

Dans ces conditions, North estime que Weber a raison de mettre en avant le rôle de l'éthique protestante dans l'essor de l'Occident, mais que celui-ci n'a pas démontré ce qu'il fallait démontrer précisément : la relation entre comportements et institutions⁵². North fait-il, toutefois, ce que Weber n'aurait pas fait ? À supposer

45. *Ibid.*, p. 165. Nous pensons, quant à nous, qu'il faudrait plutôt parler de marchés *prétendument* efficaces.

46. *Ibid.*, p. 15. Plus précisément, les « *explications surnaturelles – en bref les religions* » seraient « *inscrites dans la structure d'inférence sous-jacente de tous les humains* » : elles exprimeraient donc une « *composante génétique* » qu'on devrait distinguer de l'« *héritage culturel* ». Mais, dans la suite de son raisonnement, la distinction entre religion et culture n'est pas claire : une équivalence de fait est posée. Cf. *ibid.*, p. 37.

47. *Ibid.* North pense que les croyances expriment des « *contraintes démographiques/et de ressources* » . Cf. p. 175.

48. *Ibid.*

49. *Ibid.*, p. 176.

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. *Ibid.*, p. 174.

que l'impersonnalité des échanges soit l'ingrédient critique du développement, il n'est nulle part démontré rigoureusement par North, que la théologie musulmane eût constitué un obstacle à cet égard⁵³. Il faudrait, ainsi, bien plus de travail pour démontrer que la sociologie des religions, *via* le prisme économique, soit une nouvelle carte du néo institutionnalisme. L'efficacité de la rhétorique de North tient sans doute à cette confusion entre l'*islam comme politique* – ce fait récent qu'il prétend ancien et qu'il qualifie de « fondamentalisme islamique » – et l'*islam comme civilisation*.

On peut avoir de bonnes raisons de penser que l'*islam politique* est une construction idéologique peu favorable au développement : en Iran, par exemple, cette idéologie justifie le pouvoir d'une bourgeoisie militaire, pièce maîtresse d'un « *capitalisme politique* » dont la logique est essentiellement rentière et qui repose sur un État néo patrimonial⁵⁴. Mais, dans d'autres parties du « *monde musulman* », à supposer que cet ensemble soit pertinent pour l'investigation économique, l'islam politique joue un rôle différent dans la dynamique sociale : il s'agit plus d'un produit d'une crise de la modernisation qu'une raison première de cette crise. Ce signifiant labile – « islam » – dont on ne sait trop si cela décrit une réalité politique, culturelle ou civilisationnelle, est utilisé comme pièce d'un discours confusionniste que North dévoile en conclusion d'un ouvrage : « *Et l'agitation du monde musulman (à la fois à l'intérieur de ce monde et de ses frontières), jette une ombre épaisse sur les perspectives de l'humanité* »⁵⁵.

À ce stade de son raisonnement, la réflexion de North sur l'idéologie nous semble être une dérive révélatrice, peu soucieuse de la réalité des faits politiques et sociaux⁵⁶. On peut d'ailleurs penser que l'occultation du Capital⁵⁷, c'est-à-dire des dynamiques historiques et concrètes par lesquels le capitalisme s'est constitué

53. North, évoquant favorablement le travail de Weber, estime que « *l'origine religieuse de ces valeurs* », qui fondent les codes commerciaux, est essentielle à étudier, et il affirme que les règles morales qu'Adam Smith pose comme condition de la croissance (« *frugalité, industrie, honnêteté et fidélité* ») ont été respectées, par exemple, par les Japonais. Comment ne pas penser, qu'à ce ne niveau de généralité, l'étude des croyances religieuses peut tout démontrer et ne pas dire grand chose, par conséquent, c'est-à-dire rien sur l'islam en particulier. Cf. *Ibid.*, p. 84.

54. Sur le cas de l'Iran, société régie par un capitalisme monopoliste qui est réglé politiquement, voir MOTAMED-NEJAD 2007 et COVILLE 2002.

55. NORTH 2005, p. 216.

56. Les impérialismes n'auraient-il pas, pourtant, quelque responsabilité décisive dans cette « agitation » qui menacerait l'humanité même ? Et, si l'humanité est menacée, en tant que telle, ne serait-ce pas plus en raison de l'interaction létale entre l'écosystème et l'économie capitaliste, tant vantée par North et ses épigones, qu'en raison des trajectoires sociopolitiques de certaines parties de ce conglomerat problématique, le « *monde musulman* » ?

57. Le *Capital* est à entendre dans son sens marxien, celui d'un *rapport social*.

et se reproduit n'est pas étrangère à cette dérive. Néanmoins, la reconnaissance de l'importance de l'idéologie ou des croyances ne peut-être négligée pour ce qui est de la dynamique sociale⁵⁸ : ce qui est en question, ici, c'est le traitement singulier qu'en fait le néoinstitutionnalisme tardif, c'est-à-dire un traitement qui isole les contenus idéels du monde matériel, monde irrigué par des multiples rapports de force.

Il est finalement logique de voir que l'« *analyse institutionnelle* », prônée par North, dresse un parallèle entre l'idéologie soviétique et l'islam : la nature des croyances propres à ces systèmes acquiert un statut causal décisif. Il attribue, d'abord, la stagnation du « *monde musulman* », depuis le XII^e siècle, à des « *rigidités* »⁵⁹ empêchant le développement d'institutions matrices d'une prévisibilité accrue⁶⁰. Il estime, ensuite, que la chute finale de l'Union soviétique était également due à des « *rigidités* »⁶¹, qui lui étaient consubstantielles et qui trouvent leurs origines dans un « *système de croyances initial* ». Ces croyances auraient reflété « *la compréhension très imparfaite et primitive que les acteurs avaient du fonctionnement de l'économie* »⁶². C'est le manque d'« *efficience adaptative* », caractéristique de la structure institutionnelle soviétique modelée par ces croyances particulières, qui aurait été à l'origine de la chute.

58. Voir à cet égard le rôle important de l'*utopie* du marché autorégulateur dans la constitution du capitalisme moderne. Voir PLOCINICZAK 2005, MAUCOURANT, PLOCINICZAK 2009, p. 146-147 et BRISSET 2010.

59. Il affirme même que la rémanence de ces « *rigidités* », dont l'origine est religieuse et à propos desquelles il est fort allusif, est source de violence : « *dans le monde moderne, l'observance islamique, dans un contexte d'un écart toujours plus large entre le monde musulman et le monde occidental, se durcit parfois jusqu'au fanatisme. Il n'est pas nécessaire de rappeler le rôle du fanatisme religieux dans les conflits contemporains* ». Cf. NORTH 2005, p. 68.

60. Ces institutions autorisent, également, les expériences et facilitent le changement Cf. *ibid.* p. 33. La question essentielle du monde humain, selon North, est de « *structurer l'environnement pour le rendre plus prévisible* » : il est donc nécessaire de « *théoriser face à l'incertitude* », ce qu'accomplissent, à leur manière, le « *marxisme et les religions organisées* » (p. 34). Un critère de la supériorité relative d'une croyance est donc sa capacité à diminuer l'incertitude inhérente à l'environnement humain, la prévisibilité ayant été une clef de la croissance (p. 35).

61. Dans ce passage, North met ce mot entre parenthèses. Cf. *ibid.*, p. 188.

62. *Ibid.*, p. 191.

Nove, un grand spécialiste du soviétisme ⁶³, a produit une critique efficace, avant l'heure, de ce type de conception ⁶⁴. Ce qu'affirme maintenant North suppose l'existence d'une idéologie soviétique dont la cohérence était suffisante et dont la matrice se trouve chez Marx et Lénine ⁶⁵. Or, ce qui caractérisait l'idéologie soviétique était sa malléabilité eu égard aux exigences de la classe dirigeante. Nove précisait : « *la répugnance manifeste de la hiérarchie du parti à accepter une réforme économique s'explique peut-être avant tout par son souci de préserver son propre contrôle de l'économie* » ⁶⁶. Il invitait son lecteur à prendre en compte « *la logique des institutions en général, les institutions despotiques en particulier* » ⁶⁷. Autrement dit, les « *conceptions primitives* » en économie des Bolcheviks n'ont pas été la raison de l'échec futur de l'Union soviétique ; la raison de cet échec réside dans la combinaison de l'héritage tsariste et du monopole politique absolu, tel que le stalinisme l'a institué.

Lewin, dans un maître-ouvrage ⁶⁸, a défendu des thèses qui complètent ce que suggérait Nove, loin de ce discours singulier du néoinstitutionnalisme tardif sur les « croyances ». Notamment, il a soutenu que les conflits sur nature de l'État en construction, après 1917, sont essentiels à comprendre, et que 1924 a marqué, en réalité, la fin du bolchevisme : « *Lénine comprenait que ses adversaires*

63. North, qui reconnaît n'être pas soviétologue, dit d'appuyer sur des « experts », comme André Schleifer (*ibid.* p. 187) quant à son chapitre sur le soviétisme. En réalité, Schleifer est un praticien de la « thérapie de choc », à l'origine du désastre de la décennie 1990 en Russie. Plus encore : « en septembre 2000, le gouvernement américain a assigné en justice *André Schleifer* », du fait d'irrégularités supposées relatives au processus de privatisation en Russie, dont il était un acteur en tant que « *conseiller occidental* ». Cf. SAPIR 2002, p. 42-44.

64. Même si North prétend le contraire et règle en dix pages la question dans un chapitre (« *L'essor et la chute de l'Union soviétique* »), affirmant que l'« *analyse institutionnelle* » est à même de clarifier les nombreuses controverses afférentes à ce sujet, cf. NORTH 2005, p. 197.

65. Cf. NOVE 1983, p. 145-147, pour les discontinuités entre les idées de Marx et de Lénine et l'idéologie soviétique.

66. *Ibid.*, p. 146.

67. *Ibid.*, p. 148.

68. LEWIN 2003. NORTH 2005 cite Lewin au moins à deux reprises, mais il ne voit pas l'essentiel du propos de celui-ci. Il retient essentiellement l'idée selon laquelle l'extension de l'État aurait résulté d'un processus involontaire où l'interventionnisme, en perturbant le système des prix, aurait impliqué une extension croissante du champ d'intervention étatique jusqu'à l'hypercentralisation. En rester à ce niveau ne permet pas de comprendre la détermination politique essentielle à l'origine d'un tel système, laquelle fit obstacle, par la suite, à toute réforme sérieuse.

*s'inspiraient précisément des formes précapitalistes de l'État absolutiste »*⁶⁹. Lewin a remis à sa place la question idéologique pour ce qui est de ce système social : « *le modèle bureaucratique soviétique a conservé de nombreux traits de son prédécesseur*, abstraction faite de l'habillage idéologique » (souligné par nous)⁷⁰. Ce ne sont donc pas les « *croyances* »⁷¹, qui doivent être privilégiés comme facteur causal dans le but de rendre compte du destin de l'URSS, mais bien les conditions dans lesquelles se sont déroulées les luttes politiques, le poids du passé autocratique et les rapports de classes. Autrement dit, il s'agit de faire de l'histoire concrète et non de l'histoire-fiction inspirée par la NIE.

3. Le néoinstitutionnalisme tardif, une économie politique ou une économie du politique ?

Il eût fallu sans doute prendre au sérieux les *mots* mêmes adoptés par North pour comprendre que le néoinstitutionnalisme, même tardif, reste marqué par l'« impérialisme de l'économie ». Les « *économies politiques* »⁷², qui sont au cœur de son analyse du développement, ne désignent que les logiques de l'organisation politique des sociétés ; l'économie politique est à comprendre comme l'*économie du politique*. Quant à l'« *efficience* », elle renvoie à un état techno-économique où « *le marché présente les coûts de productions et de transaction les plus bas possibles* »⁷³ : le lien est donc total entre « *marché* » et « *efficience* » dans ce texte de 2005. Cela nous permet de revenir sur la discussion qu'il proposait des thèses de Polanyi, en 1977 : l'« *efficience* » pouvait hiérarchiser, *selon le contexte*, les « *modes de transaction* » polanyiens que sont la redistribution, la réciprocité et l'échange marchand⁷⁴. Mais North signifiait, et continue de signifier, que certains contextes

69. LEWIN 2003, p. 386-387.

70. *Ibid.*, p. 479. C'est pourquoi Lewin affirme qu'il n'y a jamais eu de « *socialisme soviétique* », dans la mesure où « *le socialisme a toujours été conçu comme l'approfondissement de la démocratie politique et non son refus* » (p. 477).

71. NOVE 1983, p. 156, suggère une analogie entre la croyance chrétienne et l'idéologie soviétique, ce qui permet de relativiser le poids de la détermination par la croyance ou l'idéologie : « *Certes, au même titre que dans la doctrine chrétienne, il y a de nombreux textes canoniques, parfois contradictoires, qui se prêtent à des interprétations différentes, et certains, selon l'opportunité du moment, sont enterrés ou redécouverts* ». Il nous semble que les rapports entre islam et économie moderne peuvent être envisagés selon un mécanisme semblable, à la différence de ce que soutient le néoinstitutionnalisme tardif avec North.

72. NORTH 2005, p. 216.

73. *Ibid.*, p. 33, n.2.

74. En ce sens, un dépassement de l'opposition entre « *primitivisme* » et « *modernisme* » semblait effectif, puisque North ne fait pas l'hypothèse de l'ubiquité des marchés

institutionnels sont, en réalité, des obstacles qui empêchent l'économie d'atteindre l'optimum de la société de marché. La centralité logique et la supériorité intrinsèque de l'échange, précisément de l'échange tel que le met en forme le modèle des marchés ouverts et concurrentiels⁷⁵, structurent donc le néoinstitutionnalisme. La question typique de cette approche est : comment se sont créés les « *marchés à coûts de transaction faibles* »⁷⁶ et pourquoi ne sont-ils pas la norme ?

Il est ainsi peu étonnant qu'une approche téléologique de cette nature n'ait pas permis aux « économistes du politique » de comprendre que les mécanismes du marché dit « libre » ne pouvaient pas assurer une protection sociale efficace, notamment pour ce qui est de l'assurance-maladie⁷⁷. Il est, également, peu surprenant que naisse, sous leur plume, ce curieux syntagme révélateur : le « *marché économique* »⁷⁸. La référence au marché n'est pas seulement le spectre moteur de l'approche à la North, c'est aussi une bonne façon de ne pas parler des rapports de force, du Capital, de son monde et de son histoire. De ce point de vue, il faut resituer la critique que North a pu produire de ces « *économistes néo-classiques* », naïvement attachés à un *laissez faire* intégral, c'est-à-dire à un *laissez faire* pouvant s'exercer en dehors du cadre habituel des institutions typiques que l'Occident a développé. Les difficultés de la transition vers le capitalisme, dans la Russie des années 1990, le prouveraient, selon lui, à l'envie⁷⁹. La critique de cette naïveté de ces « néoclassiques » vise surtout à souligner que, dans un laps de

autorégulateurs, comme a pu le faire l'ultra-moderniste Silver. Pour la communauté historienne en général, faire des prix d'équilibre et des marchés concurrentiels une référence spectrale est une façon de faire bien plus efficace, que d'affirmer leurs existences effectives. Pour ces débats, et la NEH en général, voir MAUCOURANT 2003.

75. NORTH 2005, p. 33, n. 2 : « *bien que, sur les marchés économiques, l'efficience doit correspondre à une augmentation du bien être matériel, ceci est plus ambigu sur les marchés politiques* ».

76. *Ibid.*, p. 34.

77. L'évolution de Krugman depuis une vingtaine d'années est remarquable. Voir KRUGMAN 2007, p. 284-285 pour une critique de l'inefficacité d'une assurance-maladie fondée sur le marché et sa défense du modèle français, tel qu'il existe à ce jour.

78. NORTH 2005, p. 33, n. 2 : ce marché est le modèle d'intellection du « *marché politique* » dont les nombreux biais expliqueraient difficultés économiques et désordres sociaux. Ces biais seraient éclairés par l'analyse en terme de « *coûts de transaction* » : nul hasard à ce que North juge « *relativement bas* » de tels coûts, relatifs au « *Congrès des États-Unis* » (cf. *ibid.*, p. 79). Mais est-il si évident que la structure institutionnelle américaine « *facilite les engagements sur longue période et rend(e) possible des engagements crédibles* » ? N'est-ce pas une lecture aussi rapide qu'apologétique de l'histoire politique américaine ?

79. *Ibid.*, p. 108-109.

temps aussi court et compte tenu du poids du passé récent, les bonnes institutions ne s'imposent pas si aisément et si facilement. Il est curieux que ces remarques, qui combinent aussi bien le simple bon sens que la croyance discutable en la centralité du marché, aient laissé penser qu'un changement théorique majeur s'était produit en économie, croyance d'ailleurs assez forte chez certains sociologues ou historiens.

À cette surprise légitime, qu'on peut éprouver, un autre constat s'impose : au moment où tant de disciplines redécouvrent la question institutionnelle, *via* un économisme plus ou moins subtil, voilà que d'autres recherches remettent fortement en cause le primat des institutions : on pense aux thèses de Pomeranz. Celui-ci avance des arguments, qu'il faut discuter, pour affirmer que les contraintes environnementales expliquent « *une grande divergence* », celle qui s'est creusée entre la Chine et l'Angleterre à la fin du XVIII^e siècle⁸⁰. L'existence d'un empire – et pourquoi ne pas le dire, d'un impérialisme – aurait été une autre façon de contourner ces contraintes. Évidemment, cette manière de dire que l'économie a l'histoire de sa géographie pose bien des problèmes. Mais le néoinstitutionnalisme ne semble pas avoir beaucoup d'outils pour participer de façon féconde à ces nouveaux débats décisifs du début de ce siècle⁸¹. Une série de raisons vont en ce sens : le refus de penser les fondements anthropologiques de l'économie, ce qui n'aide pas à lutter contre l'ethnocentrisme ; l'occultation des rapports entre l'homme et la nature, des rapports de classes et des luttes sociales ; la focalisation sur ce qui relève de l'échange marchand ou de ses simulacres, le politique étant pensé *via* le syntagme du « marché politique ».

On pourrait objecter que la dernière grande contribution de North, qui s'inscrit dans un récent livre interdisciplinaire, combinant science économique, science politique et histoire, constituerait, sans doute, une rupture plus décisive que son inflexion théorique des années 1990. Se pourrait-il, à cet égard, comme se demandent les postfaciers de cet ouvrage, que « *reprenant le fil d'Adam Smith, Karl Marx, Max Weber* », North et ses co-auteurs contribuent à « *renouer avec l'économie politique* », ce qui signifie replacer « *le fait politique au centre du développement des sociétés* »⁸². À n'en pas douter, l'heureuse contrainte interdisciplinaire réduit la dérive économiste, immanente au néoinstitutionnalisme, et participe d'un débat assurément plus fécond. Mais, l'opposition centrale du

80. Pomeranz estime nécessaire d'en revenir à des éléments de la démarche de Braudel, ceci contre « *l'influence de Douglass North et ses adeptes sur le monde de l'historiographie anglosaxonne* ». Cf. POMERANZ 2000, p. 8.

81. Le néo institutionnalisme, entre autres, se révèle « *en définitive peu ouvert à l'héritage de la World History et de l'école des Annales* » écrivent BEAUJARD, BERGER, NOREL 2009, p. 13.

82. N. MEISEL, J. OULD AOUDIA, dans NORTH, WALLIS, WEINGLAST 2009, p. 412 et 415.

livre, qui est faite entre les « *États naturels* »⁸³, où la création de rente stabilise la société, et la « *société d'accès ouvert* », fondée sur l'impersonnalité des règles, nous renvoie à la fructueuse (mais insuffisante) opposition que Weber fait entre « *capitalisme politique* » et « *capitalisme rationnel* »⁸⁴, et sur la littérature classique relative au patrimonialisme et au néopatrimonialisme. Fallait-il en passer par le néoinstitutionnalisme et ses équivoques pour en arriver là ?

Conclusion – Économie, histoire et contexte

Il nous faut revenir sur l'« impérialisme de l'économie ». Cette stratégie intellectuelle n'aurait sans doute pas été possible dans le cas des sciences dites « exactes », mais elle est possible dans les sciences sociales, marquées par le contexte dans lequel elles se déploient. Or, jusqu'à présent, nous avons privilégié la critique de la logique interne de la théorie au détriment de sa détermination contextuelle. Les éditeurs de la *CEHGRW* reconnaissent sans détour l'importance de cette question pour ce qui est de l'histoire grecque et romaine : « *It might be naive to assume that this intellectual history has been driven solely by internal forces* »⁸⁵. Et, ils pointent l'effet de la première mondialisation de la fin du XIX^e, la montée de l'étatisme au milieu du XX^e siècle et le choc de la présente mondialisation sur la nature des questions que se sont posées les historiens, tout en affirmant : « *but it does not shape the data themselves, or the logic of our methods* »⁸⁶. Certes, nous sommes aussi d'avis, comme le soutiennent ces mêmes éditeurs de la *CEHGRW*, qu'il serait naïf d'avoir une approche purement contextuelle, relativiste *in fine*, et partageons l'idée d'une certaine « cumulativité » du savoir. Mais, la visée *néopositiviste*, que nous soutenons, ne peut se faire qu'en intégrant une réflexivité⁸⁷, au cœur de l'énonciation théorique, et il n'est pas possible d'affirmer que les faits ne sont pas imprégnés de théorie, voire même de méthodologie. Bricmont et Sokal ont raison de dire que la nature n'est pas un « texte » ; néanmoins, il serait illusoire d'affirmer que les faits économiques et

83. NORTH, WALLIS, WEINGLAST 2009, p. 13-14 et p. 391.

84. Ces concepts sont exposés, sans malheureusement être suffisamment développés, dans WEBER 1923 et 1998. P. Norel (2009, p. 195) explore une voie intéressante, en expliquant que la problématique weberienne manque le fait précoce de « *l'interconnexion des économies* ». D'ailleurs, cette question de l'émergence du capitalisme *via* la connexion entre commerce extérieur et marché intérieur, c'est-à-dire le développement d'un *commerce de marché*, est une thèse centrale de l'œuvre de Polanyi. Voir POLANYI 1975.

85. SCHEIDEL, MORRIS, SALLER 2007, p. 5.

86. *Ibid.*, p. 6.

87. Selon Bourdieu, promouvoir la réflexivité est une condition essentielle de la production du savoir.

sociaux, aujourd'hui comme hier, sont exempts d'une dimension herméneutique. À l'encontre des éditeurs de la *CEHGRW*, un néopositivisme se doit d'intégrer une conscience réflexive de l'existence de cette dimension herméneutique. Autrement dit, l'économie comme l'histoire, en tant que savoir, doit nécessairement intégrer un moment de *théorie critique*.

À cet égard, la « théorie des droits de propriété » et l'école des « coûts de transaction » se sont développées dans un monde où le pouvoir de la grande firme américaine et les bienfaits de la hiérarchie capitaliste du travail devaient être justifiés au nom de l'« efficacité », dans des années 1960-1970 où l'esprit traditionnel du capitalisme vacillait. En ce qui nous concerne, les travaux de Williamson ont été décisifs pour la construction de la problématique de North, et il existe une littérature, en économie⁸⁸ comme en sociologie économique⁸⁹, qui discute du bien-fondé, pour l'économie capitaliste contemporaine, de l'approche williamsonienne⁹⁰. Nous affirmons que la transposition de ces outils williamsoniens en histoire est un coup de force théorique qui a une nature idéologique. Le succès de cette transposition tient au triomphe du capitalisme financier, à la mondialisation des marchés des années 1980-1990 et à la grande rupture idéologique des années 1980, facteurs en harmonie avec la vision que développèrent North et Thomas, dès 1973, par ce livre qui les rendit fameux, *l'Essor du monde occidental*.

L'intelligence de North est d'avoir opéré des mises à distance progressives vis-à-vis de ces concepts qui permirent l'exportation initiale des thèses néoinstitutionnalistes en histoire, mais cette distanciation est si problématique qu'il conviendrait d'en revenir à l'institutionnalisme des origines. D'ailleurs, la fin de l'« inter-siècle » américain⁹¹ et la première grande crise du *xxi*^e siècle peuvent offrir des possibilités pour un renouveau de l'économie politique, dont le principe même est l'établissement de rapports réellement réciproques avec les sciences historiques, à la différence de la « science économique » contemporaine, annexion généralisée et appauvrissante de toutes les sciences sociales. L'absolue surprise et l'incompréhension qu'a constituée la crise de 2008, pour la science économique dominante, est un facteur contextuel favorable pour la libération de

88. Précisons que même si D. Ankarloo et G. Palermo (2004), dans un article déjà cité, ne font pas mystère de leurs références marxistes, leur propos est essentiellement une critique *interne* de l'édifice des « coûts de transaction ».

89. Voir PLOCINIZACK 2008 et <http://regulation.revues.org/index7713.html>

90. Pour une évocation de l'opposition entre Williamson et Marglin, voir TINEL 2004, p. 24-29.

91. Selon le mot de J. Sapis (2008), qui critique, par ailleurs, le « néoinstitutionnalisme instrumental de la pensée standard » (p. 187) : celui-ci ne pense pas le rôle décisif du *conflit* dans l'émergence institutionnelle (p. 186).

forces intellectuelles nouvelles ⁹². Il deviendra alors plus envisageable de penser une fabrication des concepts utiles pour l'historien de l'économie qui devrait être autant le fruit de l'historien que de l'économiste, loin des méthodes propres à l'« impérialisme de l'économie » dont la NIE a presque toujours été le fidèle vecteur.

Jérôme Maucourant

Univ. Jean Monnet (Saint-Étienne)

Triangle – ENS-Lyon et UMR 5206 du CNRS

Bibliographie

ANDREAU 2010

J. ANDREAU, *L'économie du monde romain*, Paris.

ANKARLO, PALERMO 2004

D. ANKARLO, G. PALERMO, « Anti-Williamson : a Marxian critique of New Institutional Economics », *Cambridge Journal of Economics* 28, p. 413-429.

BEAUJARD, BERGER 2009

Ph. BEAUJARD, L. BERGER, « Prologue – Par-delà l'eurocentrisme : les mondialisations et le capitalisme au prisme de l'Histoire globale », p. 8-61, dans Ph. BEAUJARD, L. BERGER, Ph. NOREL (éds), *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, Paris.

BRESSON 2000

A. BRESSON, *La Cité marchande*, Ausonius, Bordeaux et Paris.

BRESSON 2002

A. BRESSON, « Polanyi, le marché et les économies d'avant le capitalisme », Nanterre, MSH René-Ginouvès / Les Colloques en ligne, <http://www.mae.u-paris10.fr/fx/detail.php?ID=29>

BRISSET 2010

N. BRISSET, « Une lecture performativiste de Karl Polanyi ? », Colloque Gide, Paris, colloquegide2010.univ-paris1.fr/IMG/pdf/Brisset-abstract.pdf

92. Il existe, depuis longtemps, une *Association Française de Science Économique* (AFSE). Maintenant, depuis 2009, il existe l'AFEP, *Association Française d'Économie Politique* qui a de fortes convergences avec le « Manifeste des économistes atterrés » (<http://atterres.org/>), dont une conviction est très proche de celle de Stiglitz (2001, p. vii-ix). Soulignant la pertinence de la problématique de *La Grande Transformation* de Polanyi, il écrit : « *parce que la transformation de la civilisation européenne est analogue à la transformation ayant cours dans le monde aujourd'hui, il semble souvent que c'est comme si Polanyi s'adresse directement à la problématique actuelle. (...) Les plus récentes crises financières ont rappelé aux générations actuelles les leçons que leurs grands-parents ont appris durant la Grande Dépression : à savoir, que l'autorégulation de l'économie ne fonctionne pas toujours aussi bien que ses partisans voudraient bien le faire croire* ». Depuis 2006, au niveau international, s'est constituée l'IIPPE (*International Initiative for Promoting Political Economy*).

Cahiers d'économie politique (2001), « Lectures de John R. Commons », présentation par Alain Guéry, n° 40-41.

CHAVANCE 2007

B. CHAVANCE, *L'économie institutionnelle*, Paris.

COMMONS 1934

J.R. COMMONS, *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, MacMillan, réédition, Transaction Publishers.

COREI 1995

T. COREI, *L'économie institutionnaliste - Les fondateurs*, Paris, Economica.

COT 1988

A. COT, *L'économie hors d'elle-même – essai sur le néo-utilitarisme*, deux tomes, thèse d'état dirigée par H. Brochier, Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne).

COVILLE 2002

Th. COVILLE, *L'économie de l'Iran islamique : entre ordre et désordres*, préface par M. Aglietta, Paris.

DENZAU, NORTH 1994

A.T. DENZAU, D.C. NORTH, « Shared mental models : ideologies and institutions », *Kyklos* 47/1, p. 3-31.

DOCKÈS 1998

P. DOCKÈS, « La nouvelle économie « institutionnelle », l'évolutionnisme et l'histoire », *Revue Européenne de sciences sociales* 110, p. 77-96

FINE 1999

B. FINE, « A question of economics: is it colonizing the social sciences ? », *Economy and society* 28/3, p. 403-425.

FINE 2002a

B. FINE, « Economics Imperialism and the New Development Economics as Kuhnian Paradigm Shift? », *World Development* 30/12, p. 2057-2070.

FINE 2002b

B. FINE, « 'Economic imperialism': a view from the periphery », *Review of Radical Political Economics* 34, p. 187-201.

GRASLIN 2009

L. GRASLIN, *Les échanges à longue distance en Mésopotamie au 1^{er} millénaire – une approche économique*, Paris.

GRUCHY 1947

A.G. GRUCHY, *Modern Economic Thought : The American Contribution*, New-York, Augustus Kelley.

GUERRIEN

B. GUERRIEN, « Mythes et réalités de la théorie économique », *La revue du MAUSS* 9, p. 125-147.

Krugman 2007

P. KRUGMAN, *L'Amérique que nous voulons*, Paris (2008). Titre original : *The conscience of a Liberal*.

LEWIN 2003

M. LEWIN, *Le siècle soviétique*, Paris. Titre original : *Russia's Twentieth century – the collapse of the Soviet System*.

MAUCOURANT 2003

J. MAUCOURANT, « Le néoinstitutionnalisme à l'épreuve de quelques faits historiques », *Économie Appliquée* 56/3, p. 111-131.

MAUCOURANT 2004

J. MAUCOURANT, « Max Weber et le néomodernisme », *Cahiers du Centre de Recherches Historiques* 34, Octobre, p. 79-87.

MAUCOURANT 2007

J. MAUCOURANT, « Le marché, une institution entre économie et histoire », in R. SOBEL (éd.), *Penser la marchandisation du monde avec Karl Polanyi*, Hors-série des *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, Paris, p. 87-108.

MAUCOURANT, PLOCINICZAK 2009

J. MAUCOURANT, Sébastien PLOCINICZAK, « L'institution selon Karl Polanyi – fondements et mise en perspective contemporaine », *Tracés – revue de sciences humaines* 17/2, p. 143-156.

MEISEL, OULD AOUDIA 2010

N. MEISEL, J. OULD AOUDIA (2010), « Postface », in D.C. NORTH, J.J. WALLIS, B. WEINGLAST, *Violence et ordres sociaux*, Paris, p. 413-423.

MERAMVELIOTAKIS, MILONAKIS 2010

G. MERAMVELIOTAKIS, D. MILONAKIS, « Surveying the transaction cost foundations of the New Institutional Economics : a critical inquiry », www.iippe.org/wiki/images/5/59/CONF-CME-Meramv-Milon.pdf.

MILONAKIS, FINE 2007

D. MILONAKIS, B. FINE, « Douglass North's remaking of economic history: a critical appraisal », *Review of radical political economics* 39/1, p. 27-57.

MOTAMED-NEJAD 2007

R. MOTAMED-NEJAD, « Régimes monétaires, rapports de pouvoir et métamorphoses du capitalisme en Iran (1989-2006) », in E. LAFAYE DE MICHAUX, E. MULOT et P. OULD-AHMED (éds), *Institutions et développement – la fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement*, Rennes, p. 209-230.

NORTH 1977

D. NORTH, « Le défi de Karl Polanyi – le marché et les autres systèmes d'allocation des ressources », *La revue du MAUSS*, p. 51-64 (1997). Titre Original : « Markets and other allocation systems in history : the challenge of Karl Polanyi ».

NORTH 1981

D. NORTH, *Structure and economic change in economic history*, New York – Londres.

NORTH 1984

D. NORTH, « Transaction costs, institutions, and economic history », *Journal of institutional and theoretical economics* 140/1, March, p. 8-17.

NORTH 1990

D. NORTH, *Institutions, institutional change, and economic performance*, Cambridge.

NORTH 1994

D. NORTH, « Economic performance through time », *The American Economic Review* 83/3, June, p. 359-368.

NORTH 2005

D. NORTH, *Le processus du changement économique*, Éditions d'organisation. Titre original : *Understanding the process of economic change*.

NORTH, THOMAS 1973

D.C. NORTH, R.P. THOMAS, *L'essor du monde occidental*, Paris (1980). Titre anglais original : *The Rise of the Western World: A New Economic History*.

NORTH, WALLIS, WEINGLAST 2009

D.C. NORTH, J.J. WALLIS, B. WEINGLAST, *Violence et ordres sociaux*, Paris (2010). Titre Original : *Violence and Social Orders*.

NOVE 1983

A. NOVE, *Le socialisme sans Marx. – l'économie du socialisme réalisable*, Paris.

PLOCINICZAK 2005

S. PLOCINICZAK, « La « représentation utopique du marché autorégulateur » selon Karl Polanyi », in G. BENSIMON (éd.), *Histoire des représentations du marché*, Paris, p. 692-708.

PLOCINICZAK 2008

S. PLOCINICZAK, *L'encastrement social des marchés. Éléments théoriques et empiriques pour une analyse en termes de réseaux relationnels*, Thèse nouveau régime, soutenue le 29 novembre, Université Paris 13.

POLANYI 1975

K. POLANYI, « Commerce et commerçants », dans M. CANGIANI, J. MAUCOURANT, *Essais de Karl Polanyi*, Paris (2008), p. 119-138.

POLLARD 1984

S. POLLARD, « Transactions costs, institutions and economic history : comment », *Journal of institutional and theoretical history* 140/1, p. 18-19.

POMERANZ 2010

K. POMERANZ, *Une grande divergence – la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel. Titre original anglais : *The Great Divergence: China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*.

ROLLINAT 1994

R. ROLLINAT, « De l'économie à l'histoire. : la *new economic history*, analyses, controverses et bilan critique », *Économie et société*, série « Histoire quantitative de l'économie française » n°18/3, p. 5-40.

ROLLINAT 1997

R. ROLLINAT, *La nouvelle histoire économique*, Paris.

SAPIR 2002

J. SAPIR, *Les économistes contre la démocratie – Pouvoir, mondialisation et démocratie*, Paris.

SAPIR 2008

J. SAPIR, *Le nouveau xx^e siècle – du siècle américain au retour des nations*, Paris.

SCHEIDEL, MORRIS, SALLER 2007

- W. SCHEIDEL, I. MORRIS, R. SALLER (éds), *Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, Cambridge.
- SILVER 1985
M. SILVER, *Economic structures of the ancient near east*, Sydney.
- STIGLITZ 2001
J.E.. STIGLITZ, « Foreword », dans K. POLANYI, *The Great Transformation. The Economic and Political Origins of our Time*, Boston.
- TINEL 2004
B. TINEL, « À quoi servent les patrons », *Marglin et les radicaux américains*, Lyon.
- VEBLEN 1919
Th. VEBLEN, *The place of science in modern civilization and other essays*, New York.
- WEBER 1991
M. WEBER, *Histoire économique*, Paris, Gallimard. Titre original : *Wirtschaftsgeschichte-Abriss der universalen Social-und Wirtschaftsgeschichte* (1923).
- WEBER 1998
M. WEBER, *Économie et société dans l'Antiquité*, introduction de Hinnerk Bruhns, Paris.

